

Sécurité sociale, Assurance chômage, Allocation familiale, 35h et précarisation des contrats de travail...

# L'offensive du gouvernement et du patronat est sur tous les fronts !

*Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, a expliqué sur Europe1 que «la France est malade. Il y a une fièvre, qui s'appelle le chômage de masse. On s'y atèle. Il n'y a pas d'autre choix que d'agir pour réformer». C'est ainsi que Macron dessine les contours d'une politique économique qui prend pour objectif de s'attaquer aux travailleurs et à leurs acquis, et de replacer le patronat français dans la compétition internationale.*

## «La défiance» : ou comment demander aux travailleurs de baisser la tête

Pour Macron, les français « ont de moins en moins confiance dans leurs élites ». Cela serait dû au fait que les politiques de droite comme de gauche n'auraient jamais pris leurs responsabilités, c'est-à-dire qu'ils n'auraient jamais fait les « [contre]-réformes » nécessaires. Il faudrait donc lui « faire confiance ». Dans la droite lignée du pacte de responsabilité et de ses coupes de 21 milliards dans le budget de la sécurité sociale, le gouvernement souhaite continuer à baisser la part du salaire socialisé qui revient à l'ensemble des travailleurs qui en ont besoin grâce à un système de solidarité représenté par la sécurité sociale, le régime d'assurance chômage et les allocations familiales.

Le salaire «total» que l'on perçoit est composé du salaire net (que l'on reçoit tous les mois sur notre compte) et du salaire socialisé qui finance l'assurance chômage, les assurances sociales et le régime de retraite. Le salaire socialisé est à la fois composé de cotisations patronales et salariales. Toute baisse des cotisations patronales, communément appelée « exonération », implique en dernière instance une baisse du salaire socialisé et donc une baisse du salaire total. Ces exonérations viennent ainsi masquer une baisse de nos salaires ! De la même manière, elles engraisent toujours plus les bénéfices de nos exploiters et creusent les déficits des régimes de solidarité. Ces déficits sont donc créés de toute pièce via les exonérations de cotisations patronales ! Et une fois ces gouffres financiers créés, ce sont les extorqueurs eux-mêmes qui crient au loup, pointant du doigt les déficits excessifs de ces régimes !

## «La complexité», où comment précariser nos contrats de travail!

Selon le ministre de l'Économie, le code du travail est bien trop touffu. Il nous rassure ensuite en nous expliquant que «le problème ne vient pas des français, mais des rigidités du système», qui empêche de «d'investir et de travailler». Mais cette «complexité» ne



veut dire rien d'autre que des acquis obtenus à travers les luttes des travailleurs et de ses organisations. Ces acquis nous protègent justement contre les abus des patrons qui se battent quant à eux pour augmenter toujours en peu plus leurs profits.

## Le corporatisme, ou comment appeler « corporatiste » tout combat contre le patronat

La dénonciation du «corporatisme» permet au gouvernement de tenter de marginaliser toute grève ouvrière, qu'il s'agisse de la grève à la SNCF ou la grève des pilotes d'Air France. Le gouvernement oppose ainsi «corporatisme» et «intérêt général». Ce dernier n'est ni plus ni moins que l'intérêt du patronat ! Le «corporatisme» désignerait donc tout mouvement qui défendrait les acquis sociaux.

Cela dit, nous devons batailler pour que l'ensemble de ces revendications, dénoncées comme corporatistes par le gouvernement, s'étendent pour embrasser les revendications de l'ensemble de la classe ouvrière et des opprimés. Le patronat mène une guerre de classe contre l'ensemble des travailleurs, qu'ils soient cheminots, travailleurs aériens, de l'automobile, ou de l'hôtellerie, comme a récemment montré la grève des femmes de chambre de plusieurs hôtels de luxe à Paris. Il faut donc riposter tous ensemble, en dépassant d'un côté les grèves sectorielles circonscrites par la politique des directions syndicales, ainsi que les journées d'actions qui sont organisées sans aucune perspective d'unification.

**C'est à cette unification à la base, des équipes syndicales combattives et des travailleurs eux-mêmes, qu'il faut œuvrer dans les entreprises et les lieux de travail.**

**Contact**

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

[cheminot.anticapitaliste@gmail.com](mailto:cheminot.anticapitaliste@gmail.com)

### **Grève sur le RER B le 9 octobre dernier**

Un nouveau contrat a été signé avec le Syndicat des Transports d'Île de France pour atteindre un taux de trains à l'heure de 94%, taux qui était de 83% en 2013. Si l'intention paraît bonne pour offrir un meilleur confort aux usagers, elle ne peut l'être si ce confort empire nos conditions de travail. Et c'est la raison de la grève sur la ligne B de ce jeudi 9 octobre dernier, appelée conjointement par FO, la CGT, l'Unsa et SUD, pour protester contre «les pressions de plus en plus grandes» de la part de la direction et une «politique du chiffre» qui engendrent de la «souffrance au travail». La grève a été massivement suivie et malgré les tentatives habituelles de la direction de remplacer les grévistes par d'autres agents, seul 1 train sur 2 a pu être assuré.

### **Grève des conducteurs de train en Allemagne !**

Ce week-end, 70% des trains de l'entreprise publique Deutsch-Bahn sont restés à quais, et ce pour la troisième fois en deux semaines. C'est la grève la plus suivie depuis le conflit de 2007-2008, touchant non-seulement le trafic passagers mais également le transport de marchandises. Au début des vacances d'automne, autant dire que c'est un joli coup de pression sur la direction et le gouvernement!

Le syndicat des conducteurs de trains exige entre autre une augmentation des salaires de 5% ainsi qu'une baisse de 2h du temps de travail, pour passer de 39 à 37h par semaine. Au sein de l'entreprise cohabitent plusieurs syndicats et différents accords salariaux par catégorie de personnel. Mais il y a quelques mois, le syndicat des conducteurs a commencé à changer cette configuration en organisant d'autres catégories de travailleurs, notamment les contrôleurs, jusque-là représentés par un autre syndicat. Et c'est ce début de convergence qui fait frémir la direction et qu'elle a voulu abolir... mais sans succès!

### **SNCF: empoisonnement par l'amiante reconnu et sanctionné!**

Le 10 octobre, la société de nettoyage sous-traitante ISS logistique production et la SNCF ont été reconnues coresponsables du «préjudice d'anxiété» par manquement à leur obligations de prudence et de sécurité envers 8 salariés et ex-salariés..

Agents de nettoyage, ils ont travaillé aux ateliers SNCF du Mans de 1970 à 2000, dans une atmosphère gravement polluée de poussières d'amiante, sans les protections nécessaires et sans en connaître les dangers. À présent, ils vivent dans la crainte permanente du développement d'une des maladies mortelles liées à l'amiante. 156 cheminots épaulés par SUD-Rail sont convoqués à l'audience du conseil des prud'hommes de Paris le 12 mars 2015.

C'est la première action collective à l'encontre de la SNCF sur le préjudice d'anxiété.

### **Répression: la machine à broyer les résistances est en route!**

Sur plusieurs sites de PSA, ce sont les sanctions qui tombent pour tuer dans l'œuf les résistances aux plans de la boîte. Le jeu de la direction c'est aussi de pourchasser les anciens de PSA Aulnay, pour les empêcher de transmettre leur expérience de lutte contre la fermeture en 2013. A La Poste, dans le 92, dans le 91, à Aubigny ou à Paris, c'est la multiplication des mises à pied, et même des procédures de licenciements sur des permanents syndicaux combattifs. Suite à la grève de juin à la SNCF, plusieurs procédures disciplinaires sont en cours pour tenter de décourager tous ceux qui oseraient relever la tête.

### **Il est temps de nous défendre ensemble!**

Si les patrons tapent si dur, c'est parce qu'ils ont peur que nos résistances fassent tâche d'huile dans un contexte où le gouvernement est affaibli. Il est urgent d'avancer dans la construction d'une initiative d'ensemble, interprofessionnelle, du public comme du privé, pour marquer un grand coup contre la répression. C'est une tâche que doivent prendre en charge les secteurs combattifs aujourd'hui, pour montrer à l'ensemble des travailleurs qu'il est possible de se battre et leur redonner confiance.

Commençons par soutenir les postiers et soyons nombreux :

### **Rassemblement contre la répression le 30 octobre**

**à 13h30 au 100 rue Maurice Arnoux (métro Mairie de Montrouge, L4)**